



DÉVELOPPEMENT

**Le combat de l'Union  
européenne contre  
le VIH/SIDA, le paludisme  
et la tuberculose**

Une stratégie globale  
pour le nouveau millénaire

COMMISSION  
EUROPÉENNE

DE 121

FEV 2004

# Un défi mondial

11 personnes meurent du VIH/SIDA, du paludisme et de la tuberculose toutes les minutes, soit 17.000 décès par jour. La propagation de ces maladies continue à menacer des sociétés du monde entier, surtout dans les pays en développement. Le lien entre maladie et pauvreté est bien connu: ce sont les pauvres qui sont le plus durement touchés.

## L'état de ces épidémies

### LE VIH/SIDA

Aujourd'hui, environ 40 millions de personnes sont infectées par le VIH, un chiffre qui dépasse de 50% les prévisions établies il y a une décennie. La maladie a déjà fait plus de 24 millions de morts, dont près de cinq millions d'enfants. Plus de trois millions de personnes sont mortes et cinq millions ont été nouvellement infectées en 2002.

### Le paludisme

Le paludisme fait au moins 3.000 morts chaque jour, dont plus de 90% en Afrique sub-saharienne. La plupart des victimes sont de jeunes enfants. Cette maladie réduit chaque année la croissance économique en Afrique d'au moins 1,3%. Cela signifie que le PIB des pays africains est actuellement de 32% inférieur au chiffre qu'il aurait pu atteindre si le paludisme avait été maîtrisé il y a deux décennies.

### La tuberculose

Un tiers de la population mondiale est porteur de la tuberculose. Sur les huit millions de personnes qui développent la maladie, deux millions en meurent chaque année. Ces chiffres augmentent d'environ 2% par an. Entre 2000 et 2020, près d'un milliard de personnes seront nouvellement infectées par la tuberculose, 200 millions développeront la maladie et 35 millions en mourront. 99% de tous les tuberculeux vivent dans les pays en développement et sont en grande majorité des pauvres âgés de 15 à 54 ans.

Le VIH et la tuberculose interagissent pour accélérer leur progression mutuelle. La tuberculose est responsable d'environ 15% de tous les décès liés au VIH/SIDA dans le monde, mais ce chiffre double si l'on ne considère que l'Afrique sub-saharienne. Le nombre de personnes infectées à la fois par la tuberculose et le VIH est déjà monté en flèche pour atteindre plus de 10 millions.

### ▼ Estimation du nombre d'adultes et d'enfants vivant avec le VIH/SIDA, fin 2002



## Un engagement renouvelé

À ce jour, la réponse internationale s'est caractérisée par:

- l'insuffisance des efforts, qui a empêché l'intensification d'interventions efficaces;
- l'effondrement des systèmes de santé et d'éducation;
- l'incapacité à développer des produits nouveaux et abordables pour soigner et traiter les populations.

Nous avons la connaissance, la technologie et les ressources pour contrer la menace que constituent le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose. La communauté internationale a aujourd'hui renouvelé son engagement à combattre ces maladies dans le cadre de la Déclaration du Millénaire.

La Commission européenne et les États membres lancent un message clair: ils ont décidé d'accroître les engagements financiers et techniques de l'UE destinés à améliorer la santé des populations pauvres. Pour lutter contre ces maladies, la Communauté européenne a adopté un Programme d'action (2001-2006) qui définit une stratégie globale visant à:

- Renforcer l'impact des interventions actuelles.
- Rendre les médicaments essentiels plus abordables.
- Encourager la recherche et le développement de biens publics mondiaux spécifiques ciblant ces trois maladies.
- Améliorer l'efficacité des partenariats mondiaux et de la coopération régionale.

Cette stratégie traduit une nouvelle approche car elle est multisectorielle, elle intègre le principe de processus de développement mené par chaque pays au niveau national, et reconnaît l'interaction entre santé et pauvreté et ses implications pour la politique macroéconomique. Elle intègre en outre les dimensions cruciales que représentent le commerce et la recherche.



## L'UE a triplé son aide

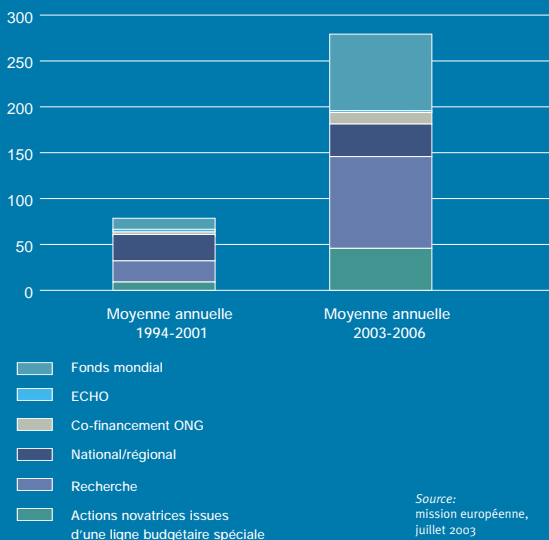
Au total, les fonds alloués à des programmes de la Commission européenne ciblant spécifiquement le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose au cours des neuf dernières années (1994-2002) se sont élevés à 660 millions d'euros. Cette moyenne annuelle de 73 millions d'euros représente 13% du soutien annuel de la Commission à la santé dans les pays en développement. Ce soutien spécifique aux maladies liées à la pauvreté se répartit par type de maladie comme suit: 71% pour le VIH/SIDA, 17% pour le paludisme et 12% pour la tuberculose.

Outre le soutien accordé à la santé et à des programmes de lutte contre le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose par le biais de stratégies régionales et nationales, la Communauté européenne dispose d'autres outils financiers pour soutenir des actions spécifiques:

- La ligne budgétaire destinée à soutenir des initiatives novatrices pour lutter contre ces trois maladies.
- La ligne budgétaire de cofinancement des ONG sélectionne certains projets dans des régions ou des situations où d'autres instruments ne sont pas applicables.
- Différents programmes d'aide humanitaire ciblent tout particulièrement des actions contre des maladies liées à la pauvreté.
- Dans le cadre de son soutien à des activités de recherche, la Commission alloue des ressources pour lutter contre ces maladies, en insistant sur la dimension développement, et en partenariat avec les pays en développement.

Pris ensemble, les différents instruments financiers d'aide au développement, d'aide humanitaire et d'aide à la recherche mis en œuvre par la Commission européenne pour combattre le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose s'élèveront à un total de 1.117 millions d'euros (soit une moyenne annuelle de 280 millions d'euros) pour la période 2003-2006, ce qui représente près de quatre fois la moyenne annuelle de 73 millions d'euros alloués pour la période précédente (1994-2001).

### ▼ Distribution du support financier de la Commission européenne (par rapport à la moyenne annuelle) pour contrôler le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose dans les pays en développement



## Accès aux médicaments

Une utilisation optimale des médicaments essentiels dans la lutte contre le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose est indispensable pour maximiser l'impact des interventions. La Commission européenne soutient l'Organisation mondiale de la santé (OMS) afin d'améliorer sa politique sur les médicaments essentiels et ses dispositifs réglementaires relatifs à ces trois maladies.

L'UE a joué un rôle fondamental dans la conclusion de l'accord historique que les membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont adopté en août 2003 en vue de résoudre la question de l'accès aux médicaments pour les pays ne disposant pas de capacité de production.

### Tarifification échelonnée pour faire baisser les coûts

La proposition de la Commission d'étudier comment une tarification échelonnée peut être utilisée comme moyen de rendre les médicaments brevetés plus abordables, tout en tenant compte des préoccupations des compagnies pharmaceutiques, a stimulé le dialogue au niveau mondial. La visibilité accordée à la question du prix des médicaments essentiels toujours sous brevet et la concurrence entre médicaments génériques ont fait baisser les prix de certains produits.

### Développement des capacités de production locales

La Commission européenne soutient des initiatives visant à promouvoir la production locale de préservatifs, de moustiquaires traitées aux insecticides à longue rémanence, d'antirétroviraux, de polythérapies à base d'artémisinine et de médicaments contre la tuberculose.

### Taxes, droits de douane et ADPIC

La Commission européenne collabore avec les pays en développement pour réduire ou abolir les taxes et droits de douane sur les importations de médicaments et produits pharmaceutiques essentiels.

La position de l'UE sur l'accord sur les ADPIC (Aspects des droits de propriété intellectuelle liés au commerce) a mené à l'adoption de la Déclaration de Doha, qui donne, entre autres, aux pays les moins avancés le droit de postposer la mise en œuvre de la protection des brevets jusqu'en 2016.



## La recherche publique et privée – Une priorité

Pour atteindre les objectifs internationaux pour chaque maladie et les Objectifs du Millénaire pour le développement concernés, le monde a besoin de diagnostics, de microbicides, de vaccins, de médicaments plus efficaces pour les victimes du paludisme, de plus courte durée pour les tuberculeux et plus faciles d'emploi pour les personnes souffrant du VIH/SIDA. Une recherche mieux ciblée dans les institutions publiques et dans le secteur privé pourrait y parvenir.

### Le 6<sup>e</sup> Programme-cadre pour la recherche et l'EDCTP

En juillet 2002, la Commission européenne a adopté le 6<sup>e</sup> Programme-cadre pour la recherche (2002-2006). Quelque 400 millions d'euros sont destinés à financer des projets de recherche sur le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose (2,5% d'un total de 17,5 milliards d'euros). Sur les 400 millions d'euros alloués, 200 millions d'euros seront attribués au programme d'essais cliniques Europe-pays en développement (EDCTP).

Un important volet de l'EDCTP est consacré au renforcement des capacités des pays en développement, essentiellement dans les domaines suivants: mise en réseau et coopération, transferts de technologies, renforcement des capacités de recherche clinique et mise sur pied et développement de structures permettant les essais cliniques.

Par ailleurs, les programmes d'encouragements directs et indirects pour l'augmentation des investissements privés dans le développement de produits destinés à lutter contre ces trois maladies se poursuivent. Il convient en particulier d'intensifier les mesures incitatives visant à renforcer les investissements privés dans de nouveaux médicaments «économiquement orphelins» destinés à traiter des maladies transmissibles à forte incidence dans les pays en développement.



## L'UE privilégie les partenariats

L'UE joue un rôle crucial dans la réponse internationale pour combattre ces trois maladies par la mise sur pied et le renforcement de partenariats avec des acteurs clés au niveau mondial et par ses efforts pour mieux harmoniser le soutien des donateurs. Elle soutient en outre les huit objectifs pour le développement énoncés en 2000 dans la Déclaration du Millénaire des Nations Unies aux fins de réduire la pauvreté, ainsi que le Fonds mondial de lutte contre le VIH/SIDA, la tuberculose et le paludisme (FMSTP).

### Objectif 6: Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies

#### CIBLES

D'ici 2015, avoir stoppé la propagation du VIH/SIDA et commencé à inverser la tendance actuelle.

D'ici 2015, avoir maîtrisé le paludisme et d'autres grandes maladies, et avoir commencé à inverser la tendance actuelle.

#### INDICATEURS

- Taux de prévalence du VIH parmi les femmes enceintes âgées de 15 à 24 ans.
- Taux d'utilisation de la contraception.
- Nombre d'orphelins dont les parents sont morts du VIH/SIDA.

- Taux de prévalence du paludisme et taux de mortalité lié à cette maladie.
- Proportion de la population vivant dans les zones à risque qui utilise des moyens de protection et des traitements efficaces contre le paludisme.
- Mesures préventives et curatives.
- Taux de prévalence de la tuberculose et taux de mortalité lié à cette maladie.
- Proportion de cas de tuberculose détectés et soignés dans le cadre de «traitement de courte durée sous surveillance directe» (DOTS).

### Soutien au Fonds mondial

En avril 2001, lors du Sommet africain sur le VIH/SIDA, la tuberculose et les autres maladies infectieuses, le Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a appelé à la création d'un trésor de guerre mondial. Le Secrétaire général a demandé que, chaque année, de nouveaux budgets d'un montant de 7 à 10 milliards de dollars soient consacrés à lutter contre ces maladies et il a lancé un appel pour que soit créé un Fonds mondial de lutte contre le VIH/SIDA, la tuberculose et le paludisme (FMSTP).

La Commission européenne a pris une part active dans la mise sur pied et le lancement du FMSTP ; elle est membre du Conseil d'administration du Fonds et préside un sous-comité sur la gouvernance. Les promesses de dons totales au Fonds atteignaient 3,93 milliards d'euros en juillet 2003, dont 2,20 milliards d'euros (55% de l'ensemble des promesses) proviennent des 15 États membres de l'UE en association avec la Commission européenne.



**POUR PLUS D'INFORMATION:**

E-mail:  
[development@cec.eu.int](mailto:development@cec.eu.int)

Internet:  
[http://europa.eu.int/comm/development/index\\_en.htm](http://europa.eu.int/comm/development/index_en.htm)

